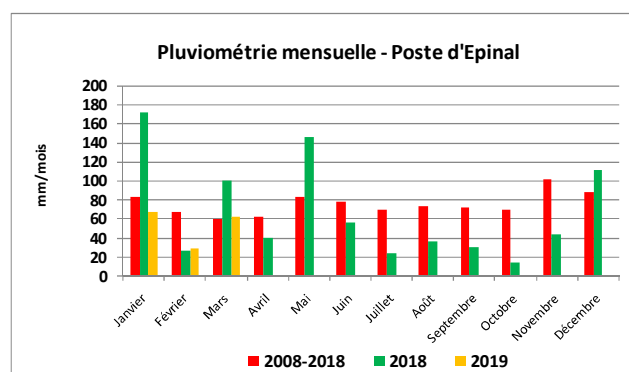
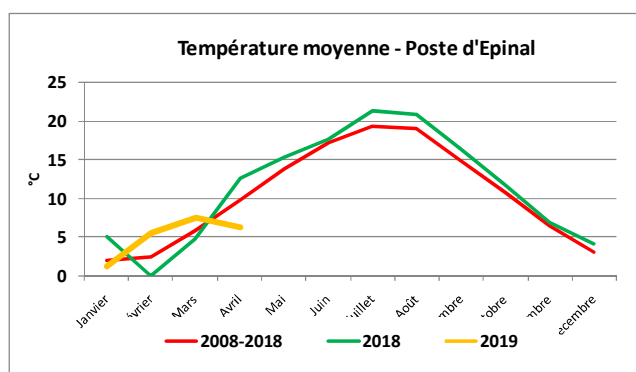


Le contexte général : gestion de l'après sécheresse 2018, incertitudes sur l'issue du Brexit et ses conséquences pour l'agriculture française, bilan mitigé des négociations commerciales dans le cadre des EGA et tendance à la hausse des charges en élevage



A la suite de la sécheresse 2018, si le mois de décembre a été bien arrosé, on observe **un déficit de précipitations sur les 3 premiers mois de 2019 d'environ 25% par rapport à la moyenne décennale** (160 mm contre 210 en moyenne). Le mois de février a été particulièrement sec et « chaud ».

Les températures fraîches de ces dernières semaines freinent la croissance de l'herbe. **Certaines parcelles ont fortement souffert de la sécheresse 2018**, notamment les parcelles surpâturées ou en zone séchantes. Les dégâts de gibiers, nombreux sur l'ensemble du territoire, ne vont également pas favoriser la reconstitution des stocks et entraînent coût et travail supplémentaires pour la remise en état.

Presque toutes les exploitations vont sortir de l'hiver sans stocks de sécurité. L'année climatique devra être clémente sous peine de crise profonde. Au-delà des adaptations court terme indispensables (davantage de maïs va être semé, plus de fertilisation, projet de mise en place d'intercultures à vocation fourragère...), la sécurisation des systèmes fourragers à terme est un enjeu prioritaire pour faire face aux aléas climatiques récurrents.

En sortie d'hiver, l'état sanitaire des céréales est satisfaisant. Le développement est correct même si on peut observer, par endroit, des levées hétérogènes dues aux conditions sèches de cet automne.

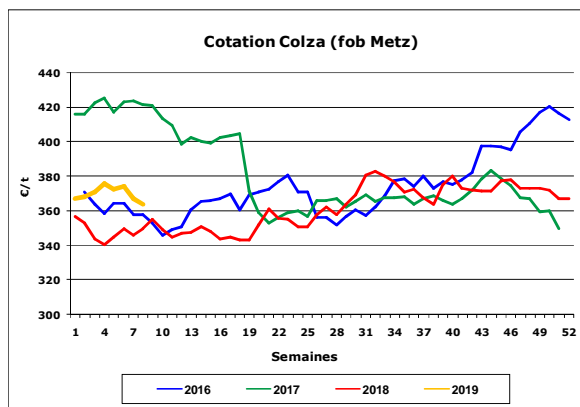
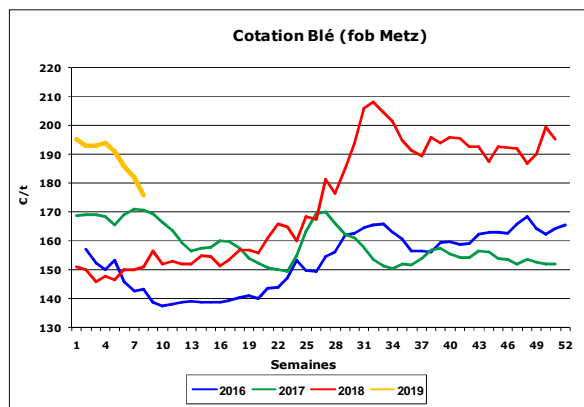
La situation est plus délicate en colza où de nombreux semis n'ont pas levé ou n'ont pas été réalisés (autour de 50% selon les estimations chambre d'agriculture). Ces surfaces ont ou vont nécessiter la mise en place de culture de remplacement.

Pour les colzas restant en place, certaines parcelles ont été fragilisées par des attaques importantes d'insectes à l'automne. Les conséquences sont pour l'instant difficiles à estimer en sortie d'hiver.



Grandes Cultures

Dans le Grand Est, les prévisions d'assolement seraient en recul de 12% pour les surfaces en colza, stable pour les surfaces en orge et en hausse de 3% pour les surfaces en blé.



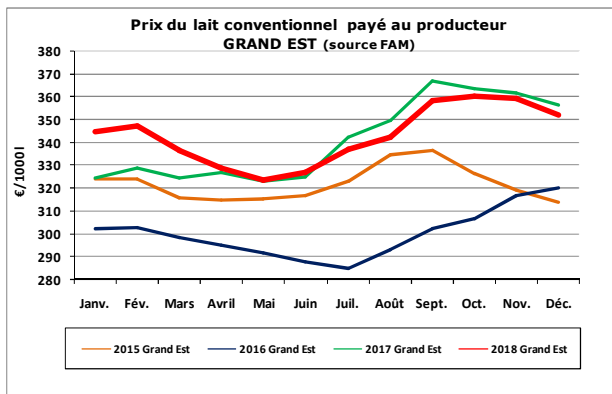
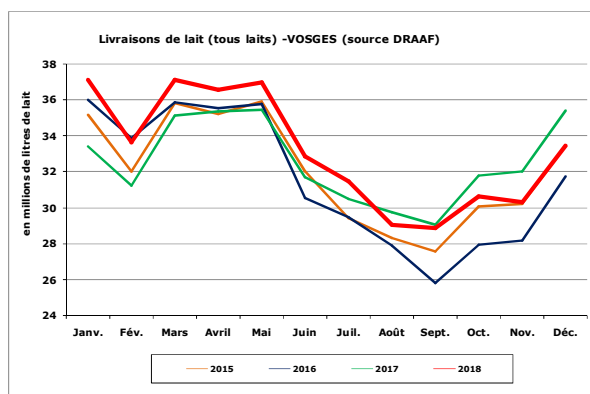
Après plusieurs années difficiles, **le marché de céréales françaises retrouve un peu de couleurs**, grâce à une collecte proche de la moyenne quinquennale, un regain d'activité à l'exportation combiné à un ralentissement des exportations des grains russes. Cependant, les cours ont tendance à décrocher en ce début 2019.

Le cours du colza est à la peine, freiné notamment par le cours « bas » de la graine du soja.

Lait : Vers un redressement des marchés laitiers en 2019 ?

Si les signes de redressement peuvent encore sembler timides pour les producteurs de lait, **la tendance à venir est positive sur les marchés laitiers** : liquidation à 99% des stocks de poudre de lait détenus par la Commission Européenne, léger tassement de la collecte mondiale et rééquilibrage offre/demande, retour aux achats de la Chine sur la poudre de lait.

Malgré ces signaux positifs, il reste néanmoins quelques incertitudes qui continuent de peser sur le prix du lait payé aux producteurs : tensions sur les négociations commerciales dans le cadre des EGA, conséquences du Brexit (va-t-on vers un non-deal qui pourrait entraîner une profonde déstabilisation des marchés ?).

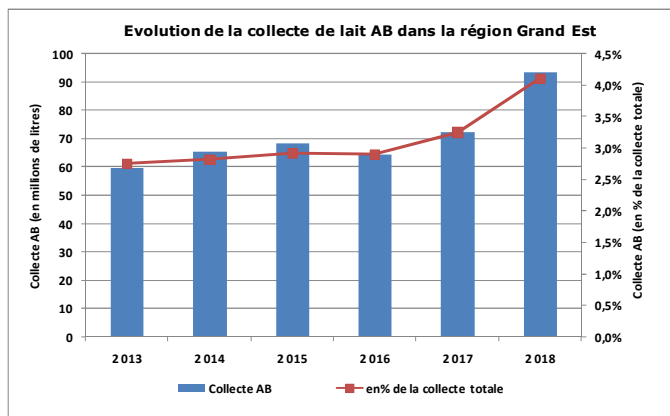


Malgré une baisse de 4,9% enregistrée au dernier trimestre 2018, **la collecte annuelle dans les Vosges est de +1,8% par rapport à 2017** (+2,3% sur la région Grand Est et +0,2% sur le plan national).

En 2018, **le prix moyen du lait conventionnel se situe à 343€/1000l** ; soit 2€ de plus qu'en 2017.

Contact

Chambre d'Agriculture des Vosges – Rémi Georgel- remi.georgel@vosges.chambagri.fr

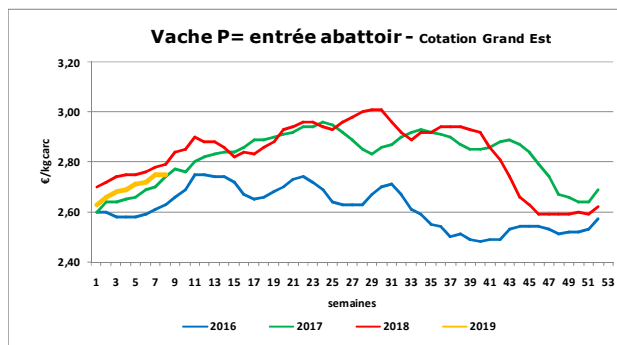
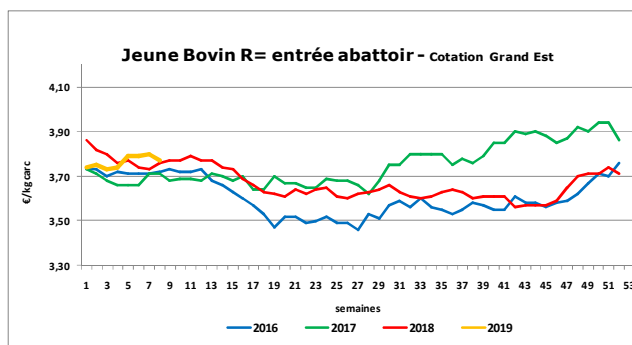


La production de lait bio continue sa progression sur la région Grand Est : 93,4 millions de litres en 2018 soit une hausse de +44% par rapport à 2016. La collecte en lait bio représente aujourd'hui 4,1% de la collecte totale Grand Est.

Cette tendance est la même au niveau national : +50% entre 2016 et 2018 et 3,5% de la collecte nationale en 2018

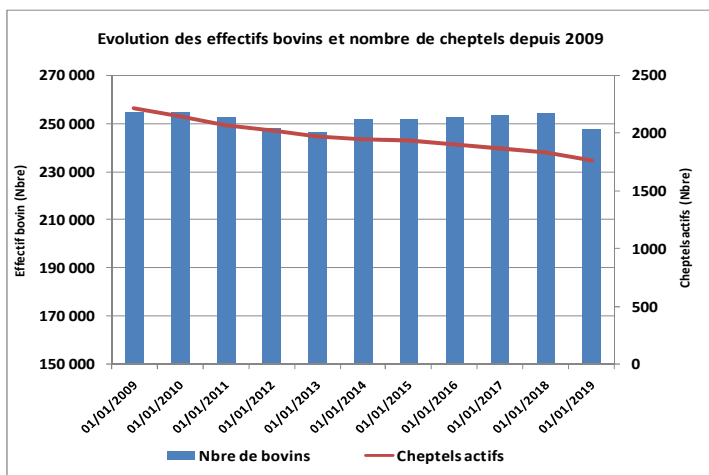
Bovin Viande : un peu dynamique

Le prix des bovins en général est apparu très morose à partir de mi-juillet 2018, la faute à un surplus d'offre sur les marchés provoqué par la poursuite de l'érosion du cheptel allaitant (3,9 millions de têtes en 2018 - son plus bas niveau depuis 20 ans) et la sécheresse 2018. La compétition accrue des exportateurs européens (Pays-Bas, Allemagne, Pologne) a renforcé la tension sur les prix.



En région, la cotation moyenne des JB R en 2018 a été inférieure de 2,1% à celle de 2017. Pour les vaches de réforme, la cotation 2018 a été identique à celle de 2017.

Le cheptel bovin vosgien au 1^{er} janvier 2019



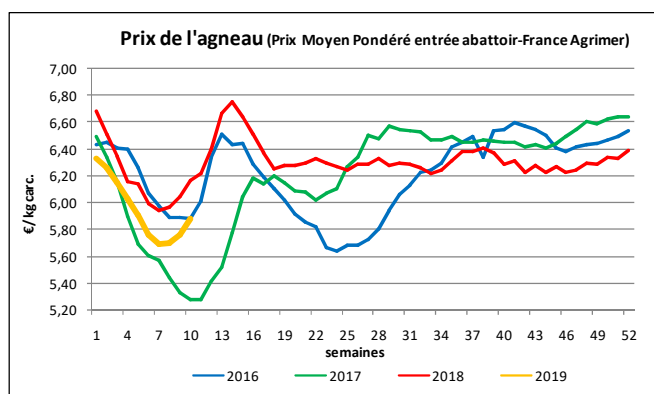
Au 1^{er} janvier 2019, le département comptait 1 769 éleveurs de bovins (1 835 en 2018).

L'effectif bovin est de 247 500 bovins (254 400 en 2017) dont 60 000 vaches laitières (-0,4%/2017) et 28 500 vaches allaitantes (et croisées) (+1,2%/2017).

Contact

Chambre d'Agriculture des Vosges – Rémi Georgel- remi.georgel@vosges.chambagri.fr

Ovins : repli des cours

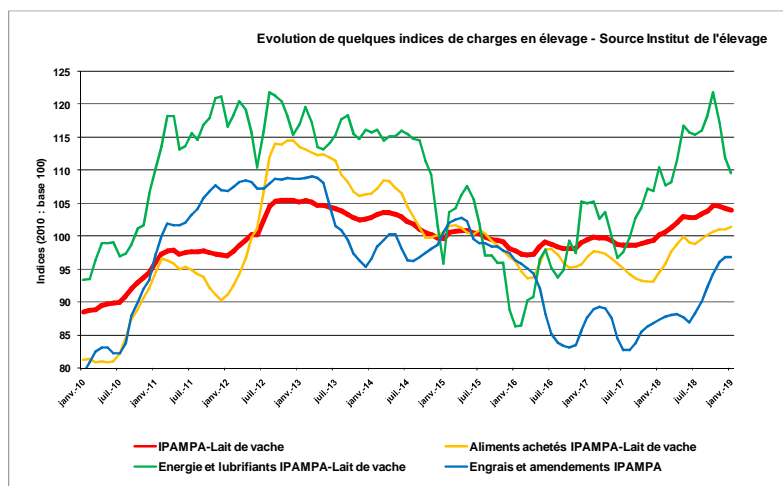


Après une légère remontée en fin d'année 2018, **les cours déclinent à nouveau en ce début d'année** et se situent à près de 7 % en dessous des cours de 2018.

La consommation nationale s'est effritée à partir de mi-2018, et les achats anticipés de viandes congelées à l'approche du Brexit font pression à la baisse sur les prix.

Les attaques de loup restent toujours un sujet d'inquiétude pour les éleveurs vosgiens (81 attaques – 196 victimes indemnisés en 2018).

Intrants : hausse des principaux postes dans le sillage du prix du pétrole



La courbe du prix des charges de production (IPAMPA) progresse de 3,7% par rapport à 2017. C'est le poste « énergie et lubrifiants » qui affiche la hausse la plus importante (+11,3%).

Les postes aliments achetés et engrais/amendements progressent respectivement de 4,0 et 4,7%.

Ces hausses de charges vont fortement pénaliser les exploitations vosgiennes en 2019 dans un contexte d'après sécheresse et de reconstitution des stocks fourragers, malgré des perspectives plutôt encourageantes, notamment sur le lait.